

85.1441

---

PREFECTURE DE LA REGION DU LIMOUSIN

---

A R R E T E

portant inscription de l'église de SAINT-YRIEIX-SOUS-AIXE  
(Haute-Vienne) sur l'inventaire supplémentaire des monuments  
historiques

Le Préfet, Commissaire de la République de la région du Limousin

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment  
l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927,  
27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets  
modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des  
Commissaires de la République de région ;
- VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi  
les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplé-  
mentaire des monuments historiques ;
- VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des  
Commissaires de la République de région une commission régionale du  
patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et  
ethnologique de la région du Limousin entendue, en sa séance du  
25 juin 1985

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'église de SAINT-YRIEIX-SOUS-AIXE (Haute-Vienne),  
caractéristique de l'architecture des églises médiévales du Limousin,  
présente un intérêt d'art suffisant pour en rendre souhaitable la  
préservation

A R R E T E

---

ARTICLE 1er - Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments  
historiques, en totalité, l'église de SAINT-YRIEIX-SOUS-AIXE  
(Haute-Vienne), située sur la parcelle n° 220 d'une contenance  
de 2 a 46 ca figurant au cadastre, section A et appartenant à  
la commune.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Ministère chargé de la Culture sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

ARTICLE 3. - Il sera notifié au Commissaire de République du département, et au maire de la commune intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

POUR AMPLIATION  
L'ATTACHE PRINCIPAL DELEGUE

*Maïta de Bettignies*

Maïta de BETTIGNIES

Fait à Limoges, le



15 OCT. 1985

Jean-Claude QUYOLLET